

N° 30

# SÉNAT

---

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020

26 novembre 2019

---

## PROJET DE LOI

*de finances rectificative pour 2019*

**(Texte définitif)**

*Le Sénat a adopté, dans les conditions prévues à l'article 45  
(alinéas 2 et 3) de la Constitution, le projet de loi dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale** (15<sup>e</sup> législature) : 1<sup>re</sup> lecture : **2400, 2404** et T.A. **347**.

Commission mixte paritaire : **2427** et T.A. **351**.

**Sénat** : 1<sup>re</sup> lecture : **121, 123** et T.A. **27** (2019-2020).

Commission mixte paritaire : **134** et **135** (2019-2020).

## Article liminaire

La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2019 s'établit comme suit :

*En points de produit intérieur brut*

	<b>Exécution 2018</b>	<b>Prévision 2019</b>
Solde structurel (1).....	-2,3	-2,2
Solde conjoncturel (2).....	0,0	0,0
Mesures exceptionnelles et temporaires (3).....	-0,2	-0,9
Solde effectif (1 + 2 + 3).....	-2,5	-3,1

## PREMIÈRE PARTIE

### CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

#### TITRE I<sup>ER</sup>

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES

#### Article 1<sup>er</sup>

I. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, le produit de la taxe mentionnée à l'article 1001 du code général des impôts affecté à la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation est plafonné, en 2019, à zéro euro.

II. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 précitée, le produit de la contribution mentionnée au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation affecté aux établissements publics d'enseignement supérieur, aux établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est plafonné, en 2019, à 140 000 000 €.

## **Article 2**

Pour l'année 2019, par dérogation au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction est affecté au compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » dans la limite de 303,55 millions d'euros. Ce produit est affecté successivement à hauteur de 282,95 millions d'euros à la première section « Contrôle automatisé », puis à hauteur de 20,6 millions d'euros à la deuxième section « Circulation et stationnement routiers ».

## **Article 3**

Pour l'année 2019, par dérogation au *d* du 1° du I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, le montant de la fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes affectée au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » est de 6 716 834 766 €.

## TITRE II

# **DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **Article 4**

I. – Pour 2019, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros)\*

	Ressources	Charges	Soldes
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes .....	12 810	5 632	
À déduire : Remboursements et dégrèvements.....	7 152	7 152	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes .....	5 658	-1 519	
Recettes non fiscales .....	1 935		
Recettes totales nettes / dépenses nettes.....	7 593	- 1 519	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	18		
<b>Montants nets pour le budget général .....</b>	<b>7 575</b>	<b>-1 519</b>	<b>9 095</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants.....			
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours .....</b>	<b>7 575</b>	<b>-1 519</b>	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens.....	44	-4	48
Publications officielles et information administrative...	17	-14	31
<b>Totaux pour les budgets annexes .....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	<b>79</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens.....			
Publications officielles et information administrative...			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours .....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	<b>79</b>
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale .....	-434	-926	492
Comptes de concours financiers.....	-583	-924	341
Comptes de commerce (solde) .....			

Comptes d'opérations monétaires (solde) .....			
<b>Solde pour les comptes spéciaux .....</b>			<b>833</b>
<b>Solde général.....</b>			<b>10 006</b>

*\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.*

## II. – Pour 2019 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long termes.....	130,2
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale.....</i>	<i>128,9</i>
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés).....</i>	<i>1,3</i>
Amortissement des autres dettes .....	-
Déficit à financer.....	97,7
Autres besoins de trésorerie .....	-1,0
<b>Total.....</b>	<b>226,9</b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats.....	200,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	-
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme .....	-
Variation des dépôts des correspondants.....	5,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État .....	4,4
Autres ressources de trésorerie.....	17,5
<b>Total.....</b>	<b>226,9</b> ;

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

III. – Pour 2019, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est porté au nombre de 1 953 810.

**SECONDE PARTIE**  
**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS**  
**SPÉCIALES**

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – CRÉDITS DES**  
**MISSIONS**

**Article 5**

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 209 023 849 € et de 10 521 680 435 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 6 153 276 323 € et de 4 889 216 794 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

**Article 6**

Il est annulé pour 2019, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 27 613 462 € et de 17 508 462 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

**Article 7**

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 156 247 717 € et de 154 173 125 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.



II. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 920 018 921 € et de 1 080 374 160 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement supplémentaires s'élevant au montant de 100 000 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 714 078 897 € et de 923 738 897 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

## TITRE II

### **AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. – PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

#### **Article 8**

La seconde colonne du tableau du second alinéa de l'article 103 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifiée :

1° À la deuxième ligne, le nombre : « 1 942 308 » est remplacé par le nombre : « 1 942 602 » ;

2° À la quatrième ligne, le nombre : « 30 097 » est remplacé par le nombre : « 30 232 » ;

3° À la septième ligne, le nombre : « 10 670 » est remplacé par le nombre : « 10 829 » ;

4° À la dernière ligne, le nombre : « 1 953 516 » est remplacé par le nombre : « 1 953 810 ».

## Article 9

L'article 104 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, le nombre : « 401 849 » est remplacé par le nombre : « 401 613 » ;

2° La seconde colonne du tableau du second alinéa est ainsi modifiée :

a) À la quinzième ligne, le nombre : « 14 461 » est remplacé par le nombre : « 14 302 » ;

b) À la seizième ligne, le nombre : « 8 749 » est remplacé par le nombre : « 8 616 » ;

c) À la dix-septième ligne, le nombre : « 3 404 » est remplacé par le nombre : « 3 403 » ;

d) À la dix-huitième ligne, le nombre : « 2 308 » est remplacé par le nombre : « 2 283 » ;

e) À la trente-neuvième ligne, le nombre : « 1 984 » est remplacé par le nombre : « 2 007 » ;

f) À la quarantième ligne, le nombre : « 805 » est remplacé par le nombre : « 828 » ;

g) À la cinquantième ligne, le nombre : « 259 387 » est remplacé par le nombre : « 259 287 » ;

h) À la cinquante-huitième ligne, le nombre : « 1 206 » est remplacé par le nombre : « 1 106 » ;

i) À la dernière ligne, le nombre : « 401 849 » est remplacé par le nombre : « 401 613 ».

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 novembre 2019.*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*

# **ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

**ÉTAT A  
(ARTICLE 4 DE LA LOI)**

*VOIES ET MOYENS POUR 2019 RÉVISÉS*

**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>1. Recettes fiscales</b>	
	<b>11. Impôt sur le revenu</b>	<b>1 581 678 000</b>
1101	Impôt sur le revenu .....	1 581 678 000
	<b>12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</b>	<b>-147 000 000</b>
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	-147 000 000
	<b>13. Impôt sur les sociétés</b>	<b>3 485 868 160</b>
1301	Impôt sur les sociétés .....	3 378 295 160
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés .....	107 573 000
	<b>14. Autres impôts directs et taxes assimilées</b>	<b>2 467 669 000</b>
1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu.....	-86 322 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes .....	676 000 000
1404	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3) .....	780 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices.....	348 000
1406	Impôt sur la fortune immobilière.....	445 000 000
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance .....	50 000 000
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle.....	13 000 000
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction.....	5 043 000

1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.....	-2 640 000
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité.....	20 699 000
1416	Taxe sur les surfaces commerciales.....	-612 000
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle.....	4 000 000
1427	Prélèvements de solidarité.....	397 723 000
1430	Taxe sur les services numériques.....	352 000 000
1498	Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).....	4 000 000
1499	Recettes diverses.....	-190 570 000
	<b>15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</b>	<b>111 801 000</b>
1501	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.....	111 801 000
	<b>16. Taxe sur la valeur ajoutée</b>	<b>3 468 100 280</b>
1601	Taxe sur la valeur ajoutée.....	3 468 100 280
	<b>17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes</b>	<b>1 841 583 000</b>
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices.....	21 000 000
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce.....	-12 000 000
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers.....	-10 000 000
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations).....	478 871 000
1706	Mutations à titre gratuit par décès.....	146 235 000
1707	Contribution de sécurité immobilière.....	-4 600 000
1711	Autres conventions et actes civils.....	-49 347 000
1713	Taxe de publicité foncière.....	35 671 000
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès.....	89 303 000
1716	Recettes diverses et pénalités.....	-41 432 000

1721	Timbre unique .....	-40 000 000
1753	Autres taxes intérieures .....	203 430 000
1754	Autres droits et recettes accessoires .....	8 340 000
1755	Amendes et confiscations.....	5 099 000
1756	Taxe générale sur les activités polluantes .....	1 038 000 000
1769	Autres droits et recettes à différents titres .....	46 327 000
1774	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	4 500 000
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage .....	-900 000
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base .....	-2 000 000
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées.....	-1 800 000
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) .....	11 000 000
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos .....	-11 993 000
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques.....	6 885 000
1788	Prélèvement sur les paris sportifs.....	18 533 000
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne.....	-3 539 000
1797	Taxe sur les transactions financières .....	-207 000 000
1799	Autres taxes .....	113 000 000
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	
	<b>21. Dividendes et recettes assimilées</b>	<b>-421 126 328</b>
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières .....	46 092 449
2111	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés .....	-262 910 000
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers .....	-232 590 000
2199	Autres dividendes et recettes assimilées .....	28 281 223
	<b>22. Produits du domaine de l'État</b>	<b>152 240 000</b>

2202	Autres revenus du domaine public .....	-3 000 000
2203	Revenus du domaine privé .....	165 000 000
2209	Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires .....	-4 500 000
2299	Autres revenus du Domaine .....	-5 260 000
	<b>23. Produits de la vente de biens et services</b>	<b>396 878 762</b>
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget...	15 550 000
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement .....	-23 843 441
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne.....	-24 275 317
2305	Produits de la vente de divers biens .....	-14 855
2306	Produits de la vente de divers services.....	-393 625
2399	Autres recettes diverses.....	429 856 000
	<b>24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières</b>	<b>279 565 082</b>
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers .....	-75 531 789
2403	Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics .....	-18 000 000
2409	Intérêts des autres prêts et avances.....	4 000 000
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile.....	18 000 000
2412	Autres avances remboursables sous conditions.....	-1 000 000
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État .....	-372 129
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	352 469 000
	<b>25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites</b>	<b>730 451 977</b>
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers .....	42 904 040
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence .....	100 000 000

2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes.....	46 436 000
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État.....	2 130 857
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires .....	539 501 000
2510	Frais de poursuite .....	-500 797
2511	Frais de justice et d'instance .....	-598 580
2512	Intérêts moratoires.....	-102 497
2513	Pénalités .....	681 954
	<b>26. Divers</b>	<b>797 211 990</b>
2601	Reversements de Natixis .....	32 000 000
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur .....	166 800 000
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations.....	43 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État .....	30 000 000
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires .....	-27 532 596
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion .....	-858 199
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques.....	-9 694
2614	Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne.....	-5 238 125
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne .....	-61 210
2616	Frais d'inscription .....	3 290 621
2617	Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives.....	377 543
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires .....	116 360
2620	Récupération d'indus.....	88 031 000
2621	Recouvrements après admission en non-valeur .....	-13 683 863
2622	Divers versements de l'Union européenne.....	-7 877 156



2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits .....	10 598 427
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières) .....	-4 610 418
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger.....	120 753
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992) ..	65 091
2697	Recettes accidentelles.....	-4 684 460
2698	Produits divers.....	219 390 916
2699	Autres produits divers .....	267 977 000
<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>		
<b>31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales</b>		<b>266 864 608</b>
3103	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	-1 531 048
3104	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements .....	-45 430 487
3106	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	251 134 000
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	44 881 629
3109	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse.....	21 921 259
3123	Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.....	-4 429 030
3135	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport.....	318 285
<b>32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne</b>		<b>-249 000 000</b>
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne.....	-249 000 000

## *Récapitulation des recettes du budget général*

*(En euros)*

<b>Numéro de ligne</b>	<b>Intitulé de la recette</b>	<b>Révision des évaluations pour 2019</b>
	<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>12 809 699 440</b>
11	Impôt sur le revenu.....	1 581 678 000
12	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	-147 000 000
13	Impôt sur les sociétés .....	3 485 868 160
14	Autres impôts directs et taxes assimilées .....	2 467 669 000
15	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques...	111 801 000
16	Taxe sur la valeur ajoutée.....	3 468 100 280
17	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes...	1 841 583 000
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>1 935 221 483</b>
21	Dividendes et recettes assimilées .....	-421 126 328
22	Produits du domaine de l'État .....	152 240 000
23	Produits de la vente de biens et services .....	396 878 762
24	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières.....	279 565 082
25	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	730 451 977
26	Divers .....	797 211 990
	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	<b>17 864 608</b>
31	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales .....	266 864 608
32	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne .....	-249 000 000
	<b>Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3).....</b>	<b>14 727 056 315</b>

## II. – BUDGETS ANNEXES

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	
7010	Ventes de produits fabriqués et marchandises.....	60 616
7061	Redevances de route.....	19 400 000
7062	Redevance océanique .....	2 200 000
7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole .....	4 000 000
7064	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'outre-mer .....	3 800 000
7068	Prestations de service .....	141 840
7080	Autres recettes d'exploitation.....	1 042 764
7501	Taxe de l'aviation civile .....	31 170 196
7502	Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers.....	176 900
7503	Taxe de solidarité - Hors plafond .....	42 000 000
7600	Produits financiers.....	114 652
7781	Produits exceptionnels hors cession.....	-500 000
9700	Produit brut des emprunts.....	-59 712 861
	<b>Total des recettes</b>	<b>43 894 107</b>
	<b>Publications officielles et information administrative</b>	
7010	Ventes de produits .....	16 400 000
7280	Produits de fonctionnement divers.....	800 000
	<b>Total des recettes .....</b>	<b>17 200 000</b>

### III. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>Aides à l’acquisition de véhicules propres</b>	<b>-60 000 000</b>
01	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d’immatriculation des véhicules.....	-60 000 000
	<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>76 548 533</b>
	<b>Section : Contrôle automatisé</b>	<b>-56 950 000</b>
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé.....	-56 950 000
	<b>Section : Circulation et stationnement routiers</b>	<b>133 498 533</b>
03	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé.....	-148 000 000
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation .....	281 498 533
	<b>Développement agricole et rural</b>	<b>6 000 000</b>
01	Taxe sur le chiffre d’affaires des exploitations agricoles.....	6 000 000
	<b>Gestion du patrimoine immobilier de l’État</b>	<b>288 637 524</b>
01	Produits des cessions immobilières.....	282 637 524
02	Produits de redevances domaniales.....	6 000 000
	<b>Participation de la France au désendettement de la Grèce</b>	<b>-1 080 000</b>
01	Produit des contributions de la Banque de France .....	-1 080 000
	<b>Pensions</b>	<b>-187 992 802</b>
	<b>Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d’invalidité</b>	<b>-137 767 913</b>
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l’État et agents détachés dans une administration de l’État sur un emploi conduisant à pension .....	59 707 347

02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension .....	-105 685
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	10 986 370
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	-629 679
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	2 785 199
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom.....	3 497 926
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension.....	5 673 722
08	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC.....	10 000 000
09	Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études .....	-268 307
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	-736 130
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	4 413 736
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste.....	-941 262
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes.....	-58 381
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) .....	6 233 605
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité).....	-1 162 199

23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	-77 322 336
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	6 758 491
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-7 487 774
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom.....	-34 012 736
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	20 918 420
28	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC .....	10 000 000
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste.....	-127 260 589
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité .....	6 449 419
34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes.....	-7 879 227
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension .....	-3 267 282
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension.....	-34 367
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	58 307
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	90 044
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-121 013

47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	-3 531 444
49	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études .....	-115 102
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension.....	-71 253 668
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension .....	-352 782
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension.....	-111 428
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	137 931
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-738 473
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	5 383 432
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 .....	-3 000 000
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires	47 000 000
67	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils .....	2 093 174
68	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires.....	-93 174
69	Autres recettes diverses.....	528 002
	<b>Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État</b>	<b>-53 304 890</b>
71	Cotisations salariales et patronales.....	-695 676
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires.....	-51 279 025

73	Compensations inter-régimes généralisée et spécifique.....	-1 300 000
74	Recettes diverses .....	-189 408
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse, Fonds de solidarité invalidité et cotisations rétroactives .....	159 219
	<b>Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions</b>	<b>3 080 001</b>
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général .....	-9 989
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général .....	9 980
86	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens .....	10
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général .....	-723 952
88	Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens.....	723 952
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général .....	-69 981
90	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens.....	69 981
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général .....	3 200 000
93	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général .....	-120 000
	<b>Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs</b>	<b>217</b>
01	Contribution de solidarité territoriale .....	278
04	Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires .....	-61
	<b>Transition énergétique</b>	<b>-556 565 234</b>
04	Fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes.....	-529 565 234
06	Revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine .....	-27 000 000
	<b>Total.....</b>	<b>-434 451 762</b>



## IV. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</b>	<b>-694 702 961</b>
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....	-468 728 897
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics.....	-202 250 000
04	Remboursement des avances octroyées à des services de l'État.....	-8 724 064
05	Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex.....	-15 000 000
	<b>Avances aux collectivités territoriales</b>	<b>117 362 443</b>
	<b>Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes</b>	<b>117 362 443</b>
05	Recettes .....	117 362 443
	<b>Prêts à des États étrangers</b>	<b>-4 386 262</b>
	<b>Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France</b>	<b>4 051 633</b>
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France .....	4 051 633
	<b>Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France</b>	<b>-8 437 895</b>
02	Remboursement de prêts du Trésor.....	-8 437 895
	<b>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</b>	<b>-1 201 650</b>
	<b>Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État</b>	<b>41 350</b>

04	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement.....	41 350
	<b>Section : Prêts pour le développement économique et social</b>	<b>-1 243 000</b>
06	Prêts pour le développement économique et social.....	-1 243 000
	<b>Total.....</b>	<b>-582 928 430</b>

**ÉTAT B  
(ARTICLE 5 DE LA LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET  
ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET  
GÉNÉRAL*

*BUDGET GÉNÉRAL*

*(En euros)*

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaires ouverts</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Action et transformation publiques</b>		<b>1 126 910</b>	<b>51 462 799</b>	<b>202 280 387</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants .....				74 075 533
Fonds pour la transformation de l'action publique.....			4 403 908	81 145 963
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>4 403 908</i>	<i>4 403 908</i>
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines .....			47 058 891	47 058 891
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>38 311 021</i>	<i>38 311 021</i>
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État.....		1 126 910		
<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>10 290 000</b>	<b>10 290 000</b>	<b>82 839 142</b>	<b>82 790 031</b>

Action de la France en Europe et dans le monde .....	10 290 000	10 290 000	40 328 765	40 279 653
<i>Dont titre 2 .....</i>	<i>10 290 000</i>	<i>10 290 000</i>		
Diplomatie culturelle et d'influence.....			13 979 394	13 979 394
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>
Français à l'étranger et affaires consulaires..			10 578 384	10 578 384
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>5 500 000</i>	<i>5 500 000</i>
Présidence française du G7.....			17 952 599	17 952 600
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>			<b>32 812 372</b>	<b>38 200 665</b>
Administration territoriale .....			2 093 933	2 532 632
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>2 093 933</i>	<i>2 093 933</i>
Vie politique, culturelle et associative			7 737 698	11 726 298
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>2 082 697</i>	<i>2 082 697</i>
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....			22 980 741	23 941 735
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>6 163 774</i>	<i>6 163 774</i>
<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b>	<b>13 348 863</b>	<b>7 212 330</b>	<b>49 997 715</b>	<b>49 910 550</b>

Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture.....			46 468 533	46 349 269
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation .....	13 348 863	7 212 330		
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture .....			3 529 182	3 561 281
<i>Dont titre 2 .....</i>			828 820	828 820
<b>Aide publique au développement</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>308 368 656</b>	<b>91 452 554</b>
Aide économique et financière au développement .....			261 440 394	80 242 585
Solidarité à l'égard des pays en développement .....	6 000 000	6 000 000	46 928 262	11 209 969
<i>Dont titre 2 .....</i>	<i>6 000 000</i>	<i>6 000 000</i>		
<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation</b>			<b>821 906</b>	<b>1 853 636</b>
Liens entre la Nation et son armée .....			244	1 031 974
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant .....			821 662	821 662
<b>Cohésion des territoires</b>	<b>807 660 827</b>	<b>805 152 431</b>	<b>28 044 311</b>	<b>56 195 920</b>

Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables .....	180 673 542	178 165 146		
Aide à l'accès au logement.....	626 987 285	626 987 285		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat .....			371 534	16 577 684
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire.....			7 439 464	23 481 923
<i>Dont titre 2.....</i>			88 625	88 625
Interventions territoriales de l'État.....			1 067 083	770 083
Politique de la ville..			19 166 230	15 366 230
<i>Dont titre 2.....</i>			71 025	71 025
<b>Conseil et contrôle de l'État</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	<b>2 958</b>	<b>1 078 894</b>
Conseil d'État et autres juridictions administratives .....				1 075 936
Conseil économique, social et environnemental ..	4 200 000	4 200 000		
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>4 200 000</i>	<i>4 200 000</i>		
Haut Conseil des finances publiques...			2 958	2 958
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>1 455</i>	<i>1 455</i>
<b>Crédits non répartis</b>			<b>24 717 604</b>	<b>24 717 604</b>

Provision relative aux rémunérations publiques .....			24 717 604	24 717 604
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>24 717 604</i>	<i>24 717 604</i>
<b>Culture</b>	<b>4 803 129</b>	<b>4 803 129</b>	<b>20 336 121</b>	<b>19 482 237</b>
Patrimoines.....			4 176 670	4 176 850
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture.....	4 803 129	4 803 129	16 159 451	15 305 387
<i>Dont titre 2 .....</i>	<i>4 803 129</i>	<i>4 803 129</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Défense</b>		<b>214 200 000</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>284 200 000</b>
Environnement et prospective de la politique de défense.....			34 129 482	39 559 798
Préparation et emploi des forces.....		214 200 000	1 149 560 556	0
Soutien de la politique de la défense.....			83 850 869	77 699 431
Équipement des forces .....			132 459 093	166 940 771
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>			<b>37 584 013</b>	<b>26 896 315</b>
Coordination du travail gouvernemental .....			14 826 698	12 156 924
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>3 164 453</i>	<i>3 164 453</i>
Protection des droits et libertés .....			6 169 074	1 585 413
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>600 000</i>	<i>600 000</i>
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées .....			16 588 241	13 153 978

<i>Dont titre 2.....</i>			2 510 948	2 510 948
<b>Écologie, développement et mobilité durables</b>	<b>154 243 248</b>	<b>132 007 425</b>	<b>232 650 733</b>	<b>212 465 226</b>
Infrastructures et services de transports.....			182 927 755	100 780 902
Affaires maritimes...			3 627 554	4 303 954
Paysages, eau et biodiversité.....			4 911 678	9 085 678
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie.....			5 694 966	5 935 619
Prévention des risques.....			35 488 780	19 278 388
Énergie, climat et après-mines.....	83 705 694	132 007 425		
Service public de l'énergie.....	70 537 554			66 080 685
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables.....				7 000 000
<b>Économie</b>			<b>29 437 803</b>	<b>35 138 531</b>
Développement des entreprises et régulations.....			16 817 418	19 018 592
<i>Dont titre 2.....</i>			2 912 202	2 912 202
Statistiques et études économiques.....			5 071 098	6 204 213
<i>Dont titre 2</i>			1 347 348	1 347 348



Stratégie économique et fiscale .....			7 549 287	9 915 726
<i>Dont titre 2</i> .....			4 578 128	4 578 128
<b>Engagements financiers de l'État</b>	<b>2 503 504</b>	<b>2 503 504</b>	<b>1 663 000 000</b>	<b>1 680 271 072</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs).....			1 640 000 000	1 640 000 000
Épargne .....			23 000 000	23 000 000
Dotation du Mécanisme européen de stabilité .....	2 503 504	2 503 504		
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque....				17 271 072
<b>Enseignement scolaire</b>	<b>145 116 742</b>	<b>145 116 742</b>	<b>125 870 896</b>	<b>159 052 859</b>
Enseignement scolaire public du premier degré .....	16 260 990	16 260 990	1 239 298	1 239 298
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>16 260 990</i>	<i>16 260 990</i>		
Enseignement scolaire public du second degré.....	61 997 837	61 997 837	16 972 026	16 972 026
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>61 997 837</i>	<i>61 997 837</i>		
Vie de l'élève .....	44 560 532	44 560 532	76 640 163	76 640 163
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>44 560 532</i>	<i>44 560 532</i>		
Enseignement privé du premier et du second degrés .....	22 297 383	22 297 383	1 318 000	1 319 490
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>22 297 383</i>	<i>22 297 383</i>		

Soutien de la politique de l'éducation nationale .....			13 986 107	47 164 497
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>8 100 000</i>	<i>8 100 000</i>
Enseignement technique agricole ...			15 715 302	15 717 385
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>8 679 932</i>	<i>8 679 932</i>
<b>Gestion des finances publiques et des ressources humaines</b>			<b>192 904 735</b>	<b>104 219 084</b>
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local .....			138 467 018	41 091 048
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>16 423 073</i>	<i>16 423 073</i>
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières .....			11 389 831	13 279 417
Facilitation et sécurisation des échanges .....			38 500 358	43 962 297
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>3 686 357</i>	<i>3 686 357</i>
Fonction publique....			4 547 528	5 886 322
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>1 000</i>	<i>1 000</i>
<b>Immigration, asile et intégration</b>	<b>129 322 223</b>	<b>126 230 302</b>	<b>46 784 405</b>	<b>46 915 121</b>
Immigration et asile .....	129 322 223	126 230 302		
Intégration et accès à la nationalité française .....			46 784 405	46 915 121
<b>Investissements d'avenir</b>	<b>120 300 000</b>	<b>135 300 000</b>	<b>168 300 000</b>	<b>165 300 000</b>

Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche.....			28 000 000	
Valorisation de la recherche .....	120 300 000	135 300 000		
Accélération de la modernisation des entreprises .....			140 300 000	165 300 000
<b>Justice</b>			<b>114 971 895</b>	<b>118 731 046</b>
Justice judiciaire.....			33 803 092	28 480 181
Administration pénitentiaire.....			61 430 000	52 946 281
Protection judiciaire de la jeunesse .....			11 925 000	22 363 619
Accès au droit et à la justice .....			966 814	966 814
Conduite et pilotage de la politique de la justice .....			6 698 900	13 824 017
Conseil supérieur de la magistrature ...			148 089	150 134
<b>Médias, livre et industries culturelles</b>			<b>6 206 526</b>	<b>6 278 233</b>
Presse et médias .....			1 270 302	1 270 302
Livre et industries culturelles .....			4 936 224	5 007 931
<b>Outre-mer</b>			<b>151 154 779</b>	<b>176 070 709</b>
Emploi outre-mer ....			99 673 839	102 290 916
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>4 081 236</i>	<i>4 081 236</i>
Conditions de vie outre-mer .....			51 480 940	73 779 793

<b>Recherche et enseignement supérieur</b>			<b>284 561 387</b>	<b>309 390 323</b>
Formations supérieures et recherche universitaire.....			55 635 316	73 259 346
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>1 673 466</i>	<i>1 673 466</i>
Vie étudiante .....			34 882 465	34 924 021
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires....			90 575 817	93 522 047
Recherche spatiale...			9 150 970	9 150 970
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables .....			14 110 612	16 610 612
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle.....			17 093 298	18 754 097
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>376 859</i>	<i>376 859</i>
Recherche duale (civile et militaire)...			54 991 516	54 991 516
Recherche culturelle et culture scientifique .....			1 909 906	1 886 605
Enseignement supérieur et recherche agricoles..			6 211 487	6 291 109
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>1 259 190</i>	<i>1 259 190</i>
<b>Régimes sociaux et de retraite</b>			<b>76 093 279</b>	<b>76 093 279</b>

Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres ..			76 093 279	76 093 279
<b>Relations avec les collectivités territoriales</b>			<b>91 736 154</b>	<b>43 883 827</b>
Concours spécifiques et administration.....			91 736 154	43 883 827
<b>Remboursements et dégrèvements</b>	<b>7 743 654 889</b>	<b>7 743 654 889</b>	<b>592 000 000</b>	<b>592 000 000</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)...	7 743 654 889	7 743 654 889		
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)...			592 000 000	592 000 000
<b>Santé</b>			<b>74 000 000</b>	<b>74 000 000</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins .....			74 000 000	74 000 000
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>1 442 239</i>	<i>1 442 239</i>
<b>Sécurités</b>	<b>211 445 963</b>	<b>211 445 963</b>	<b>93 613 062</b>	<b>57 126 297</b>
Police nationale .....	154 734 025	154 734 025	35 529 887	15 037 999
<i>Dont titre 2 .....</i>	<i>154 734 025</i>	<i>154 734 025</i>		
Gendarmerie nationale .....	56 711 938	56 711 938	55 591 281	39 629 272
<i>Dont titre 2 .....</i>	<i>56 711 938</i>	<i>56 711 938</i>		
Sécurité et éducation routières ..			1 283 449	1 250 581
Sécurité civile.....			1 208 445	1 208 445
<i>Dont titre 2 .....</i>			<i>1 208 445</i>	<i>1 208 445</i>

<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>	<b>839 634 461</b>	<b>838 630 142</b>	<b>5 068 646</b>	<b>19 857 221</b>
Inclusion sociale et protection des personnes.....	785 103 349	784 149 870	9 738	9 738
<i>Dont titre 2.....</i>			9 738	9 738
Handicap et dépendance.....	54 531 112	54 480 272		
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative .....			5 058 908	19 847 483
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 616 226</b>	<b>16 258 505</b>
Sport.....			15 656 226	15 298 505
Jeunesse et vie associative .....	16 500 000	16 500 000		
Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.....			960 000	960 000
<b>Travail et emploi</b>		<b>117 306 668</b>	<b>151 318 200</b>	<b>117 106 668</b>
Accès et retour à l'emploi .....			101 594 505	99 585 073
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi .....		117 306 668	33 408 399	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail.....			8 100 293	9 402 184

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....			8 215 003	8 119 411
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>6 404 246</i>	<i>6 404 246</i>
<b>Total.....</b>	<b>10 209 023 849</b>	<b>10 521 680 435</b>	<b>6 153 276 323</b>	<b>4 889 216 794</b>

**ÉTAT C  
(ARTICLE 6 DE LA LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 ANNULÉS, PAR  
MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS ANNEXES*

*BUDGETS ANNEXES*

*(En euros)*

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaires ouverts</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Contrôle et exploitation aériens</b>			<b>3 779 091</b>	<b>3 779 091</b>
Soutien aux prestations de l'aviation civile...			3 779 091	3 779 091
<i>Dont charges de personnel .....</i>			<i>3 779 091</i>	<i>3 779 091</i>
<b>Publications officielles et information administrative</b>			<b>23 834 371</b>	<b>13 729 371</b>
Édition et diffusion .....			20 240 000	10 135 000
Pilotage et ressources humaines .....			3 594 371	3 594 371
<i>Dont charges de personnel .....</i>			<i>472 342</i>	<i>472 342</i>
<b>Total.....</b>			<b>27 613 462</b>	<b>17 508 462</b>



**ÉTAT D  
(ARTICLE 7 DE LA LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET  
ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES  
SPÉCIAUX*

**I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE**

*(En euros)*

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d’engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaires ouverts</b>	<b>Autorisations d’engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Aides à l’acquisition de véhicules propres</b>	<b>24 149 184</b>	<b>22 074 592</b>		<b>4 925 408</b>
Contribution au financement de l’attribution d’aides à l’acquisition de véhicules propres au bénéfice des particuliers.....	2 074 592			4 925 408
Contribution au financement de l’attribution d’aides à l’acquisition de véhicules propres au bénéfice des personnes morales ...	22 074 592	22 074 592		
<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>132 098 533</b>	<b>132 098 533</b>	<b>13 000 000</b>	<b>57 082 595</b>
Structures et dispositifs de sécurité routière .....			13 000 000	57 082 595

Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières.....	89 194 222	89 194 222		
Désendettement de l'État.....	42 904 311	42 904 311		
<b>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</b>				<b>93 000 000</b>
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État...				93 000 000
<b>Participation de la France au désendettement de la Grèce</b>			<b>306 490 000</b>	<b>300 790 000</b>
Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs .....			306 490 000	300 790 000
<b>Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs</b>			<b>24 691 000</b>	<b>47 723 186</b>
Exploitation des services nationaux de transport conventionnés.....			24 691 000	47 723 186
<b>Transition énergétique</b>			<b>575 837 921</b>	<b>576 852 971</b>

Soutien à la transition énergétique .....			575 837 921	576 852 971
<b>Total.....</b>	<b>156 247 717</b>	<b>154 173 125</b>	<b>920 018 921</b>	<b>1 080 374 160</b>

## II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</b>			<b>468 728 897</b>	<b>468 728 897</b>
Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune .....			468 728 897	468 728 897
<b>Prêts à des États étrangers</b>			<b>245 350 000</b>	<b>455 010 000</b>
Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France .....				209 660 000
Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France .....			245 350 000	245 350 000
<b>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</b>	<b>100 000 000</b>			

Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle .....	100 000 000			
<b>Total.....</b>	<b>100 000 000</b>		<b>714 078 897</b>	<b>923 738 897</b>

*Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Sénat dans sa séance du 26 novembre 2019*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*